SRL SWISS

Bulletin des droits humains

Suivi hebdomadaire des droits humains et de l’état de droit

10–16 novembre 2026

Numéro 7 • Genève • Données arrêtées au 16 novembre 2026



Photo de l’événement : dégâts à l’hôpital Nasser, Khan Younès, 12 novembre 2026. AP / Abdel Kareem Hana, via Times of Israel. [4]

GAZA | PROTECTION DES SOINS DE SANTÉ

Frappe sur l’hôpital Nasser

• MSF a signalé six morts et 52 blessés lors de la frappe sur l’hôpital. [1]

• Urgences, radiologie, laboratoire et blocs opératoires ont été mis hors service. [1]

• Quatre pays ont déclaré le 16 novembre que l’entrée de 150 000 tentes à Gaza était bloquée. [40]

Ce numéro examine les attaques à Gaza et au Myanmar et les violences touchant les civils au Congo et en Haïti. Il traite aussi des poursuites contre des journalistes en Azerbaïdjan, au Nigeria et en Israël, de la détention de mineurs migrants aux États-Unis, des garanties de détention en Albanie et de nouvelles accusations pour des massacres en Colombie. D’autres articles portent sur l’accès des femmes aux soins en Afghanistan, les droits autochtones en Australie, les condamnations à mort et les droits de la défense en Iran.

Sommaire : Dossier 2 • Conflits et déplacements 3 • Responsabilité 4 • Liberté de la presse 5 • Liberté et justice 6 • Santé, discrimination et expression 7 • Sources 8–9

DOSSIER

PALESTINE / GAZA

Frappe sur l’hôpital Nasser : des morts et une nouvelle interruption des soins

Frappe : 11–12 novembre • Déclaration sur l’accès humanitaire : 16 novembre 2026

Une frappe aérienne israélienne a touché l’hôpital Nasser de Khan Younès, dans le sud de Gaza, dans la nuit du 11 au 12 novembre. Médecins Sans Frontières (MSF) a signalé six morts et 52 blessés, dont un enfant et un chirurgien. Un compte rendu de l’ONU citant l’Organisation mondiale de la Santé a indiqué six morts et 27 blessés. L’écart entre les deux bilans de blessés reste inexpliqué. [1–2]

La frappe a fortement réduit les capacités de traitement. Les urgences, la radiologie, le laboratoire et les blocs opératoires ont été mis hors service, limitant les soins aux blessés et aux autres patients. Selon MSF, deux de ses médecins opéraient un patient dans un autre bâtiment de l’hôpital au moment de l’attaque. [1]

L’armée israélienne et le Shin Bet ont déclaré avoir visé un haut commandant du Hamas et d’autres membres du mouvement. Leur déclaration évoquait des munitions de précision et des moyens de surveillance. MSF a condamné l’attaque contre l’établissement de santé. [1, 3–4]

Dans une déclaration commune du 16 novembre, les ministres des Affaires étrangères d’Australie, du Canada, d’Italie et du Royaume-Uni ont indiqué que 150 000 tentes et d’autres biens essentiels étaient retenus à la frontière et empêchés d’entrer à Gaza. Les inondations après la première tempête hivernale avaient accru les besoins d’hébergement. Ils ont demandé à Israël d’ouvrir les points de passage et d’autoriser l’aide sans délai. [40]

L’ambassade d’Israël en Australie a déclaré que plus de 820 demandes de fournitures hivernales avaient été approuvées, mais que de nombreuses cargaisons n’avaient pas encore été acheminées par les organisations responsables. Elle a affirmé qu’Israël continuait de faciliter l’aide en matière d’abris, de nourriture, d’eau et de soins. [41]

Droits humains et droit

Le droit international humanitaire protège les unités et le personnel sanitaires. La distinction entre civils et objectifs militaires, la proportionnalité et les précautions réalisables sont fondamentales. La présence alléguée d’un membre d’un groupe armé dans un hôpital ne supprime pas les obligations de vérifier la cible et d’évaluer les dommages civils prévisibles. [H1]

Sources : [1] MSF • [2] ONU / OMS • [3] Times of Israel • [4] Times of Israel / AP • [40] Australie / Canada / Italie / Royaume-Uni • [41] Ambassade d’Israël en Australie

CONFLITS ET DÉPLACEMENTS

MYANMAR | Frappe meurtrière sur un camp de déplacés

Événement : 13 novembre • Articles : 14–16 novembre 2026



Dégâts après la frappe à Ponnagyun, 14 novembre 2026. AFP / CNA. [6]

Une frappe aérienne a touché le camp de Byarla à Ponnagyun, dans l'État de Rakhine, le 13 novembre. DMG et l'AFP ont d'abord signalé douze morts et 18 blessés ; Myanmar Now a rapporté le 16 novembre treize morts et 17 blessés selon des sources locales. Les sources attribuent la frappe à l'armée du Myanmar. L'AFP n'a pu joindre les autorités militaires. La destruction des abris a aggravé les besoins de protection et de soins urgents de personnes déjà déplacées. [5–6, 43]

Droits et droit. Le déplacement ne réduit pas la protection des civils. Distinction, proportionnalité et précautions s'appliquent aussi aux habitants des camps. [H1]

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO | Plus de 323 000 déplacés estimés au Sud-Kivu

Données : 6–9 novembre • Nouveau rapport : 11 novembre 2026



École de Chambucha, au Nord-Kivu, accueillant des familles de Kalehe. Actualité.cd, 11 novembre 2026 ; date de prise de vue inconnue. [35]

Citant l'évaluation d'OCHA du 11 novembre, La Prunelle et Actualité.cd ont rapporté que les combats à Kalehe et Kabare, au Sud-Kivu, avaient déplacé plus de 323 000 personnes du 6 au 9 novembre. Des familles se sont réfugiées dans des écoles, lieux de culte, centres de santé et forêts de Kahuzi-Biega. Certaines ont rejoint l'école de Chambucha, au Nord-Kivu voisin. L'armée congolaise et des acteurs liés au M23 se sont mutuellement accusés de l'escalade ; les passages sûrs et l'aide étaient fortement perturbés. [7–9, 35]

Droits et droit. Les parties doivent protéger la vie civile et l'accès humanitaire. La perte d'abris et de services essentiels menace la survie. [H1]

NIGERIA / NIGER | Près de 64 000 personnes fuient vers le Niger

Nouvelle évaluation : 10 novembre • Données : depuis début 2026



Un agent du HCR dans un abri temporaire au Niger. Photo de contexte : HCR / ONU Info, article du 10 novembre 2026 ; date de prise de vue inconnue. [51]

Selon l'évaluation du HCR du 10 novembre, près de 64 000 personnes ont fui les violences du nord du Nigeria vers le Niger depuis début 2026. Il s'agit d'un cumul annuel, non hebdomadaire. La plupart sont arrivées à Diffa et Tahoua. Les familles, dont des enfants, ont un accès limité à la nourriture, à l'eau potable, aux abris et aux soins. Le HCR a salué les terrains fournis par les autorités et communautés d'accueil nigériennes et demandé 11,4 millions de dollars pour son action dans trois pays. [46–47]

Droits et droit. Abri sûr, besoins essentiels et protection contre la discrimination sont déterminants pour les droits à la vie et à la santé des familles déplacées. [H2, H4]

VIOLENCE ET RESPONSABILITÉ

HAÏTI | L’ONU documente des exécutions extrajudiciaires et des violences sexuelles

Rapport : 11 novembre • Données : 1er juillet–30 septembre 2026



Pierre, représentant communautaire d’un site de déplacés à Port-au-Prince. Photo de contexte : OCHA / Gema Cortes, ONU Info. [36]

Le rapport du Bureau intégré des Nations Unies en Haïti (BINUH) publié le 11 novembre recense 1 167 morts, 459 blessés et 344 victimes de violences sexuelles du 1er juillet au 30 septembre. Les morts et blessés ne sont pas exclusivement civils. Les cas d’exécution extrajudiciaire ou de tentative liés à la police sont passés de 14 au trimestre précédent à 44. Ces constats soulignent la nécessité d’enquêter sur les forces de sécurité autant que sur les groupes armés. [10–11]

Droits et droit. Le droit à la vie et l’interdiction de la torture s’appliquent aux opérations de sécurité ; les victimes ont droit à une protection et à des enquêtes effectives. [H2]

COLOMBIE | Nouvelles accusations et jugement de Dabeiba

Développements : 10 et 13 novembre • Événements : 1999–2006



Audience illustrant l’annonce de la JEP sur Montes de María. Photo : JEP, publication du 10 novembre 2026. [12]

Le 10 novembre, la Juridiction spéciale pour la paix (JEP) a annoncé des accusations de crimes de guerre et contre l’humanité contre neuf anciens marins et deux anciens policiers pour 32 massacres de Montes de María. Le dossier de 1999–2001 couvre 284 morts et 107 cas de violences fondées sur le genre. [12–13] Dans le dossier distinct de Dabeiba, la JEP a condamné le 13 novembre cinq anciens militaires pour 18 événements impliquant 35 victimes directes. Ayant reconnu leur responsabilité, ils ont reçu des sanctions spéciales associant restrictions de liberté et travaux réparateurs. [45]

Droits et droit. Accusations et jugements sont des étapes distinctes. Les dossiers concernent la vie, l’accès à la vérité et le droit à un recours effectif. [H2]

UKRAINE | Quarante-huit victimes identifiées à Komyshuvakha

Actualisation : 12 novembre • Frappe : 2 novembre 2026



Recherches dans les décombres de Komyshuvakha. Police nationale ukrainienne / NV, article du 12 novembre 2026. [32]

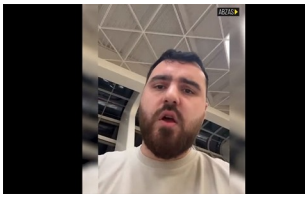
Citant les autorités ukrainiennes le 12 novembre, Hromadske et NV ont signalé deux corps supplémentaires retrouvés et 48 victimes identifiées dans l’école de Komyshuvakha utilisée pour distribuer l’aide. Les recherches continuent après la frappe du 2 novembre. Le ministère russe de la Défense avait déclaré viser des unités militaires dans la zone. Les identifications éclaircissent le sort de disparus après l’attaque du lieu où des civils s’étaient rassemblés pour recevoir de l’aide. [31–32]

Droits et droit. La vie civile et les activités humanitaires sont protégées par la distinction et les précautions dans l’attaque. [H1]

LIBERTÉ DE LA PRESSE

AZERBAÏDJAN | Neuf et dix ans de prison pour des journalistes de Meclis.info

Jugement : 12 novembre • Déclaration du CPJ : 13 novembre 2026



Imran Aliyev signale son arrestation à l'aéroport de Bakou, 18 avril 2024. Archive : vidéo Abzas Media / CPJ. [14]

Les journalistes de Meclis.info Imran Aliyev et Elgiz Gahraman ont été condamnés à dix et neuf ans de prison. La comptable Tamella Musayeva aurait reçu huit ans avec sursis. Meydan TV et le Comité pour la protection des journalistes (CPJ) ont rapporté le jugement du 12 novembre. Les poursuites concernent des infractions financières liées à des fonds étrangers. Les prévenus et leurs soutiens dénoncent des représailles contre le journalisme. Ces longues peines affectent directement la poursuite d'une information indépendante. [14–15]

Droits et droit. Le contrôle du financement des médias doit respecter le procès équitable et la liberté d'expression garantis par les articles 6 et 10 de la CEDH. [H3]

NIGERIA | Daniel Ojukwu détenu pour ses reportages

Placement en détention : 10 novembre • CPJ : 11 novembre 2026



Portrait d'archive : Daniel Ojukwu. @Mazi_OJD / Premium Times ; date de prise de vue inconnue. [16]

La Haute Cour fédérale d'Abuja a ordonné le maintien du journaliste de FIJ Daniel Ojukwu à la prison de Kuje jusqu'au 1er décembre. Il conteste douze accusations de cybercriminalité et de diffamation liées à ses reportages de 2023–2024 sur un conseiller présidentiel. Le parquet allègue une atteinte à la réputation et une crainte pour la vie. La cour a refusé sa libération sur la base de l'ancienne caution policière, le nouveau dossier de mise en liberté n'étant pas prêt à être examiné. [16–17]

Droits et droit. Les articles 9 et 19 du PIDCP exigent l'examen des motifs de détention et de la nécessité des restrictions au journalisme. [H2]

ÉGYPTE | Détention prolongée pour six journalistes de vérification des faits

Prolongation et déclaration de l'ONU : 10 novembre 2026



Collage des photographies des journalistes de Matsadaash détenus. Seif El-Din Ahmed / Al Manassa, 2026. [48]

Le parquet suprême de la sûreté de l'État a prolongé de quinze jours, le 10 novembre, la détention de six journalistes de Matsadaash. Les accusations incluent l'adhésion et le financement d'un groupe terroriste et la publication de fausses nouvelles. Le Haut-Commissariat de l'ONU a demandé leur libération immédiate et inconditionnelle. Les avocats réclament une enquête indépendante sur les allégations de torture et d'aveux forcés. Le parquet avait invoqué l'absence de blessures dans les rapports médico-légaux ; la défense estime que cela ne remplace pas une enquête effective. [48–49]

Droits et droit. Les articles 7, 9 et 19 du PIDCP protègent contre la torture et garantissent la liberté individuelle et d'expression. [H2]

LIBERTÉ ET JUSTICE

ÉTATS-UNIS | Nouvelle demande Flores pour accéder aux enfants détenus

Demande : 13 novembre • Article AP : 14 novembre 2026



Archive : centre temporaire de traitement du CBP à Donna, Texas, 25 février 2021. Jerry Glaser / CBP. [37]

Des avocats de mineurs migrants ont déposé le 13 novembre une nouvelle demande dans l'affaire Flores pour accéder aux enfants détenus par le CBP, les services américains des douanes et de la protection des frontières. Children's Rights affirme que certains passent des semaines dans des cellules froides sans fenêtres, avec une alimentation insuffisante et des contacts limités avec leurs avocats. Selon AP le 14 novembre, les ministères de la Justice et de la Sécurité intérieure n'ont pas répondu immédiatement. [18–20]

Droits et droit. Les garanties Flores et celles du cinquième amendement concernent les conditions de détention et l'accès des enfants à une protection juridique. [19]

ALBANIE / EUROPE | La CEDH condamne le maintien en détention de Beleri

Jugement : 10 novembre 2026 • Période examinée : 2023–2024



Fredi Beleri. Portrait officiel du Parlement européen ; date de prise de vue inconnue. [39]

Dans Beleri c. Albanie, le 10 novembre, la Cour européenne a jugé contraire à l'article 5 § 3 le maintien en détention du candidat à la mairie Fredi Beleri à compter au moins du 19 juillet 2023. Elle n'a pas constaté de violation pour la détention initiale de mai. Les juridictions nationales avaient invoqué les risques de fuite, récidive et pression sur les témoins. La Cour a relevé un poids excessif donné à la gravité des accusations après l'inculpation et un examen insuffisant de l'évolution des circonstances et des mesures moins restrictives. [21–22]

Droits et droit. Le maintien en détention exige des motifs individuels et actuels. L'article 5 § 3 garantit un jugement dans un délai raisonnable ou une libération. [H3]

ISRAËL | Said Hasanein condamné pour une interview télévisée

Jugement rapporté : 15 novembre 2026 • Interview : février 2025



Image télévisée de Said Hasanein. Archive : Safa ; date d'enregistrement inconnue. [23]

Selon Safa et Mawteni48, le tribunal de district de Haïfa a déclaré le journaliste Said Hasanein coupable pour une interview accordée à Al-Aqsa TV en février 2025. Le jugement rapporté le 15 novembre concerne des contacts avec un agent étranger et la solidarité avec une organisation terroriste ; la peine sera fixée séparément. La défense soutient qu'une interview journalistique publique ne peut constituer une relation clandestine avec un agent étranger. [23–24]

Droits et droit. Les articles 14 et 19 du PIDCP protègent le procès équitable et l'expression ; les restrictions de sécurité doivent être légales, nécessaires et proportionnées. [H2]

SANTÉ, DISCRIMINATION ET EXPRESSION

AFGHANISTAN | Des obstacles de fait privent les femmes de médecins hommes

Enquête : 12–13 novembre • Détentions rapportées : 15 novembre 2026



Photo de contexte : soins en Afghanistan. Mahsa Elham / Zan Times ; date de prise de vue inconnue. [25]

L'enquête de Zan Times du 12 novembre documente les obstacles à la prise en charge des femmes par des médecins hommes, avec des menaces de prison ou de fermeture de clinique. Elle repose sur des entretiens dans des cliniques dentaires de quatorze provinces et des services hospitaliers de six provinces. Amu TV a rapporté le 15 novembre que deux soignantes à Bamyan avaient été détenues 24 heures pour avoir voyagé sans accompagnateur masculin ; aucune réaction des autorités talibanes locales n'est rapportée. [25, 44]

Droits et droit. Les obstacles aux soins fondés sur le sexe concernent la non-discrimination et le droit à la santé, articles 2(2) et 12 du PIDESC. [H4]

AUSTRALIE | Un expert de l'ONU alerte sur les droits autochtones

Visite : 2–13 novembre • Constats préliminaires : 13 novembre 2026



Albert Barume dans le reportage ABC du 13 novembre. ABC News / Geoff Kemp. [27]

Le rapporteur spécial Albert Barume a exprimé le 13 novembre des préoccupations préliminaires sur le retrait d'enfants autochtones à leur famille, l'incarcération et l'affaiblissement des garanties. Il a signalé des entretiens refusés et l'accès interdit à deux lieux de détention. Un porte-parole du procureur général fédéral a salué la visite et affirmé que le droit existant protégeait les droits. La Commission australienne des droits de l'homme a également souligné le contrôle et la responsabilité. [26–28]

Droits et droit. Les articles 9 et 37 de la Convention relative aux droits de l'enfant protègent les liens familiaux et contre la privation illégale de liberté. [H5]

IRAN | Peines de mort contre des manifestants et pressions sur les avocats

Nouveau rapport : 16 novembre • Déclarations Davoudi : 10–12 novembre 2026



L'avocat Amirsalar Davoudi. Portrait d'archive : Iran Human Rights ; date de prise de vue inconnue. [33]

La liste d'Iran Human Rights (IHR) du 16 novembre recense 121 personnes condamnées à mort au moins en première instance pour les manifestations de janvier : 67 cas vérifiés par IHR, 45 issus d'autres organisations et neuf d'autorités ou d'avocats ; certains font l'objet d'un nouveau procès. IHR signale aussi de nouvelles accusations d'espionnage contre l'avocat Amirsalar Davoudi et le refus d'accès au dossier pour son avocat. La justice avait précédemment invoqué des enquêtes pour propagande et sécurité nationale. [33–34, 42]

Droits et droit. Défense effective et accès au dossier sont essentiels en cas de peine capitale. Les articles 6, 9 et 14 du PIDCP s'appliquent. [H2]

FRANCE | Plainte pour les interventions policières contre des journalistes

Développements : 10–14 novembre 2026



Intervention policière illustrant l'article de LyonMag. Photo de contexte ; date de prise de vue inconnue. [38]

Le SNJ a déposé plainte le 10 novembre pour le traitement de journalistes par la police. Après l'intervention du 5 novembre à Lyon, la préfecture du Rhône a rappelé la liberté de la presse et la sécurité des journalistes lors d'une réunion le 12 novembre. Reuters a rapporté le 14 novembre 161 enquêtes sur des violences policières présumées depuis septembre. Les près de 7 000 mineurs interpellés constituent aussi un cumul incluant les précédentes manifestations scolaires. Le gouvernement a imputé les violences à des groupes radicaux. [29–30, 50]

Droits et droit. Les articles 10 et 11 de la CEDH protègent l'information et la réunion pacifique. [H3]

SOURCES 1/2

Les numéros renvoient aux sources d’information et aux photographies ; les codes H aux fondements juridiques.

[1] MSF • 12.11.2026 — https://www.msf.org/gaza-msf-condemns-another-deadly-attack-nasser-hospital

[2] United Nations / WHO • 12.11.2026 — https://www.un.org/en/six-killed-israeli-airstrike-gaza%E2%80%99s-nasser-hospital

[3] Times of Israel • 12.11.2026 — https://www.timesofisrael.com/liveblog_entry/idf-says-overnight-strike-on-gaza-hospital-targeted-top-hamas-commander-other-operatives/

[4] Times of Israel / AP • 12.11.2026 — https://www.timesofisrael.com/idf-targets-top-hamas-commander-in-strike-on-south-gaza-hospital-6-said-killed

[5] Development Media Group • 14.11.2026 — https://dmediag.com/news/dtijao.html

[6] AFP / CNA • 14.11.2026 — https://www.channelnewsasia.com/asia/myanmar-airstrike-displaced-persons-camp-6551681

[7] La Prunelle • 12.11.2026 — https://laprunellerdc.cd/sud-kivu-plus-de-323-000-personnes-deplacees-en-quatre-jours-a-kalehe-et-kabare-selon-ocha/

[8] Actualité.cd • 12.11.2026 — https://actualite.cd/index.php/2026/11/12/rdc-la-suite-dintenses-combats-au-sud-kivu-plus-de-323-000-deplaces-enregistres-en

[9] La Prunelle • 12.11.2026 — https://laprunellerdc.cd/sud-kivu-le-frn-m23-et-les-fardc-saccusent-mutuellement-detre-a-lorigine-de-lescalade-des-combats/

[10] BINUH / OHCHR • 11.11.2026 — https://binuh.unmissions.org/sites/default/files/2026-11/Q3%202026%20-%20ENGLISH.pdf

[11] Le Nouvelliste • 11.2026 — https://www.lenouvelliste.com/en/article/273781/securite-1-167-morts-et-459-blesses-recenses-au-troisieme-trimestre-2026-selon-le-binuh

[12] JEP • 10.11.2026 — https://www.jep.gov.co/Sala-de-Prensa/Paginas/la-jep-imputa-crimenes-de-guerra-y-de-lesa-humanidad-a-nueve-antiguos-integrantes-de-la-armada-nacional-y-a-dos-de-la-polic.aspx

[13] CCJ • 10–11.11.2026 — https://coljuristas.org/nuestro_quehacer/la-jep-imputo-a-11-integrantes-de-la-fuerza-publica-por-32-masacres-en-montes-de-maria

[14] CPJ • 13.11.2026 — https://cpj.org/2026/11/azerbaijan-jails-meclis-info-journalists-for-up-to-10-years-over-western-funding/

[15] Meydan TV • 12.11.2026 — https://storage.googleapis.com/qurium/www.meydan.tv/az-article-meclis-info-isi-i%CC%87mran-%C9%99liyev%C9%99-10-elgiz-q%C9%99hr%C9%99mana-9-il-h%C9%99bs-c%C9%99zasi-verilib.html

[16] Premium Times • 10.11.2026 — https://www.premiumtimesng.com/news/top-news/924217-court-remands-fij-journalist-daniel-ojukwu-over-2023-reports-about-presidential-aide.html

[17] CPJ • 11.11.2026 — https://cpj.org/2026/11/nigerian-court-detains-journalist-daniel-ojukwu-on-cybercrime-charges/

[18] Children’s Rights • 13.11.2026 — https://www.childrensrights.org/news-voices/cbp-is-detaining-children-incommunicado-in-windowless-cells

[19] National Center for Youth Law • Flores v. Reno case record — https://youthlaw.org/cases/flores-v-reno/

[20] AP • 14.11.2026 — https://apnews.com/article/521cdea71f746db531c20cb9f07e371b

[21] ECtHR / HUDOC • 10.11.2026 — https://hudoc.echr.coe.int/eng?i=001-253447

[22] Koha Jonë • 10.11.2026 — https://kohajone.com/en/aktualitet/gjednj-konstaton-shkelje-beleri-paraburgimi-me-mohoi-te-drejten-per-te-marre-drejtimin-e-bashkise-se-himares/

[23] Safa • 15.11.2026 — https://safa.ps/post/423726

[24] Mawteni48 • 15.11.2026 — https://www.mawteni48.com/archives/349373

[25] Zan Times / The Guardian • 12–13.11.2026 — https://zantimes.com/2026/11/12/afghan-women-told-to-go-home-after-de-facto-ban-on-male-doctors-treating-them/

[26] UN Special Rapporteur Albert Barume • 13.11.2026 — https://unsr.albertbarume.org/site/?p=5448

[27] ABC News • 13.11.2026 — https://www.abc.net.au/news/2026-11-13/un-special-rapporteur-on-indigenous-rights-report-findings/107372310

[28] Australian Human Rights Commission • 12.11.2026 — https://humanrights.gov.au/about-us/media-centre/opinion-pieces/aboriginal-and-torres-strait-islander-peoples/why-australia-must-uphold-accountability-for-the-rights-of-first-peoples

SOURCES 2/2

Les numéros renvoient aux sources d'information et aux photographies ; les codes H aux fondements juridiques.

[29] SNJ • 11.11.2026 — https://www.snj.fr/journalistes-entraves-par-des-forces-de-lordre-en-manifestation-nous-deposons-plainte-contre-x/2750

[30] SNJ • 12.11.2026 — https://snj.fr/le-snj-attend-desormais-des-actes/2751

[31] Hromadske • 12.11.2026 — https://hromadske.ua/en/war/274247-two-more-bodies-found-at-site-of-russian-strike-on-ukrainian-aid-distribution-point-48-victims-identified

[32] NV • 12.11.2026 — https://english.nv.ua/nation/two-more-bodies-recovered-as-search-enters-11th-day-following-komyshuvakha-strikes-50658613.html

[33] IHR • 12.11.2026 — https://iranhr.net/en/articles/9196/

[34] Front Line Defenders • 10.11.2026 — https://www.frontlinedefenders.org/en/case/amirsalar-davoudi-charged-and-held-incommunicado-detention-representing-protesters-facing-death

[35] Actualité.cd • 11.11.2026 — https://actualite.cd/index.php/2026/11/11/est-de-la-rdc-des-deplaces-fuyant-les-combats-entre-frn-et-fardc-sur-laxe-bitale

[36] UN News / OCHA • 12.11.2026 — https://news.un.org/en/story/2026/11/1168789

[37] CBP / DVIDS • 25.02.2021 — https://www.dvidshub.net/image/6566870/temporary-processing-facilities-constructed-donna-texas

[38] LyonMag • 08.11.2026 — https://www.lyonmag.com/article/154805/lyon-plusieurs-journalistes-blesses-en-manifestation-le-snj-interpelle-le-ministere-de-l-interieur

[39] European Parliament • Fredis Beleris / official portrait — https://www.europarl.europa.eu/meps/en/256947/FREDIS_BELERIS/home

[40] Australia / Canada / Italy / UK • 16.11.2026 — https://www.foreignminister.gov.au/minister/penny-wong/media-release/joint-foreign-ministers-statement-gaza

[41] Embassy of Israel in Australia • 16.11.2026 — https://embassies.gov.il/australia/en/news/pressrelease1611

[42] Iran Human Rights • 16.11.2026 — https://iranhr.net/en/articles/9200/

[43] Myanmar Now • 16.11.2026 — https://myanmar-now.org/en/news/myanmar-military-bombs-rakhine-idp-camp-twice-in-2-months-killing-13/

[44] Amu TV • 15.11.2026 — https://amu.tv/256709/

[45] JEP • 13.11.2026 — https://www.jep.gov.co/Sala-de-Prensa/Paginas/la-jep-emite-sentencia-e-impone-sanciones-propias-a-cinco-antiguos-integrantes-de-la-fuerza-publica-por-falsos-positivos-en.aspx

[46] UNHCR • 10.11.2026 — https://www.unhcr.org/uk/news/briefing-notes/tens-thousands-flee-violence-nigeria-and-face-growing-crisis-niger

[47] TheCable • 10.11.2026 — https://www.thecable.ng/unhcr-nearly-64000-nigerians-have-fled-to-niger-republic-over-insecurity-in-2026/

[48] Al Manassa • 10.11.2026 — https://almanassa.com/en/news/34898

[49] OHCHR • 10.11.2026 — https://www.unognewsroom.org/story/en/3320/un-human-rights-spokesperson-thameen-al-kheetan-on-assaults-on-press-freedom-in-egypt

[50] Reuters / Korea Times • 14–15.11.2026 — https://www.koreatimes.co.kr/world/20261115/riots-in-france-how-anti-government-protests-spiraled-out-of-control

[51] UN News / Global Issues • 10.11.2026 — https://www.globalissues.org/news/2026/11/10/44564

[H1] ICRC • Customary IHL: rules 1, 14, 15, 28; protection of civilians and medical units — https://ihl-databases.icrc.org/en/customary-ihl/v1/rule1 • https://ihl-databases.icrc.org/en/customary-ihl/v1/rule14 • https://ihl-databases.icrc.org/en/customary-ihl/v1/rule15 • https://ihl-databases.icrc.org/en/customary-ihl/v1/rule28

[H2] ICCPR • Articles 2(3), 6–9, 14, 19 — https://2covenants.ohchr.org/About-ICCPR.html

[H3] European Convention on Human Rights • Articles 5(3), 6, 10–11, 44(2) — https://www.echr.coe.int/documents/d/echr/convention_eng

[H4] ICESCR • Articles 2(2) and 12 — https://2covenants.ohchr.org/About-ICESCR.html

[H5] Convention on the Rights of the Child • Articles 9 and 37 — https://www.ohchr.org/en/instruments-mechanisms/instruments/convention-rights-child

Publication et corrections : info@srlswiss.com • Signalements confidentiels : reports@srlswiss.com